

OCCASIONS D'AFFAIRES POUR LES COMPAGNIES CANADIENNES

(Suite de la page V)

débouchés dans le secteur minier sont disponibles ou en cours de rédaction.

L'Afrique est très en retard sur le reste du monde pour ce qui est de l'accès téléphonique de sa population et, évidemment, pour ce qui est des services de télécommunication perfectionnés. Conscients qu'un système adéquat de télécommunication est une condition préalable de croissance, nombreux sont les pays qui concentrent leur attention sur ce secteur, offrant ainsi divers débouchés aux compagnies de technologie et aux exportateurs canadiens. Un certain nombre de pays privatisent ou dérèglementent leur secteur de télécommunication, créant ainsi des perspectives intéressantes du côté des

ventes, des services, de l'ingénierie et de l'investissement. Newbridge, Intelcan, SR Telecom et NorTel ne sont que quelques-unes des entreprises déjà présentes dans la région. Le MAECI élabore actuellement un certain nombre de guides, par pays, des débouchés dans

le domaine des télécommunications, que l'on pourra obtenir auprès d'InfoCentre.

On annoncera dans les futurs numéros de *CanadExport* la publication des nouveaux rapports portant sur les secteurs des mines, des télécommunications, etc.

Au-delà de la SADC : des perspectives d'affaires intéressantes en Afrique orientale

Au-delà de la SADC, l'Ouganda, le Kenya, Madagascar, l'Éthiopie et l'Érythrée possèdent des caractéristiques semblables et attirent de plus en plus l'intérêt de la communauté internationale.

L'Ouganda, petit pays du Commonwealth de près de 20 millions d'habitants, redevient rapidement la « Perle de l'Afrique. » Sorti du borbier économique créé par le despotisme et la guerre civile, il jouit d'une croissance économique de 7 ou 8 % en moyenne depuis la fin des années 80. Son PIB approche rapidement 7,5 milliards de \$, la privatisation ouvrant énormément de nouvelles perspectives (y compris dans le secteur des télécommunications).

Le Kenya, autre pays du Commonwealth, de 27 millions d'habitants, continue d'attirer l'attention internationale en dépit de son économie affaiblie par de lentes réformes politiques et économiques. La Banque mondiale a consenti récemment à débloquer un prêt de plusieurs millions de dollars après avoir reçu l'assurance que les réformes promises iraient de l'avant. Malgré une baisse du tourisme et de l'aide étrangère, la croissance économique du Kenya a atteint près de 5 % en 1995. Les télécommunications, l'énergie, le pétrole et le gaz y sont des créneaux prometteurs.

Le Kenya, l'Ouganda, et la Tanzanie (pays membre de la SADC), ont signé en mars 1996 un nouveau traité pour accroître les perspectives d'une coopération économique est-africaine.

Au large de la côte est de l'Afrique, la vaste île de **Madagascar**, ainsi que les minuscules États insulaires des Co-

mores et des Seychelles, sont situés près des voies maritimes qui relient l'Asie et l'Afrique, et ont des liens dans les deux directions. Dans les Seychelles, et les Comores, le tourisme est le moteur de l'économie. L'État de Madagascar, qui est doté de zones franches industrielles pour l'exportation, a commencé récemment un rachat de dettes lié au financement de mesures de protection de l'environnement, pour réduire sa dette étrangère. Cette île possède une flore et une faune uniques et de vastes ressources agricoles, halieutiques et minérales. Les communications seraient aussi un secteur d'investissement potentiel.

Dans l'extrême nord, **l'Éthiopie** et **l'Érythrée** se sont rétablies des effets de la guerre civile et de la sécheresse, et ont mis sur pied des économies relativement ouvertes, et privatisé les organismes parapublics, cherchant à attirer l'investissement étranger. Ces deux pays n'ont pas encore complètement développé leur potentiel minier, qui demeure cependant un secteur de croissance important. Les entreprises canadiennes jouent déjà un rôle de premier plan : en Éthiopie, cinq des sept concessions minières étrangères ont été accordées à des entreprises canadiennes, la Golden Star Resources ayant reçu la première concession minière étrangère. La remise en état des infrastructures constitue aussi une priorité.

« Stands de l'Équipe Canada » aux salons agroalimentaire et des mines

Les entreprises canadiennes sont invitées à participer aux deux stands nationaux de l'Équipe Canada aux grands salons régionaux de l'Afrique australe.

Douze entreprises au plus peuvent réserver un emplacement au stand canadien au salon **Food & Hotel Africa**, qui se tiendra à Johannesburg, du 10 au 13 novembre 1996. Pour plus de renseignements, communiquer par téléphone, au (613) 944-6589, ou par télécopieur, au (613) 944-7437.

Les vendeurs canadiens peuvent également être de la partie à **l'Electra Mining**, le plus important salon africain du matériel d'exploitation minier (à Johannesburg, du 1er au 4 octobre 1996). Communiquer avec la Canadian Association for Mining Equipment and Services for Export, pour en savoir plus; tél. : (905) 513-0046, fax : (905) 513-1834.

Guides des débouchés commerciaux

Les rapports professionnels suivants, qui portent sur des secteurs particuliers dans divers pays, ont été rédigés, ou sont en cours de rédaction, par des spécialistes de l'industrie. Ceux marqués d'un astérisque (*) sont disponibles dès maintenant, tandis que bien d'autres seront publiés à l'automne. On peut se procurer les sommaires en anglais ou en français, ainsi que les rapports complets (quelques-uns ne sont disponibles qu'en anglais) en communiquant avec l'InfoCentre, au 1-800-267-8376 (ou en composant le 944-4000 dans la région d'Ottawa). **Prière de mentionner le numéro du document souhaité, indiqué ci-après.** On peut également se procurer les sommaires grâce au FaxLink (communication par télécopieur), au (613) 944-4500. Certains rapports seront publiés plus tard dans l'année. En communiquant régulièrement avec l'InfoCentre, vous pourrez vous tenir au courant des nouveaux titres et des mises à jour.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Namibie : Télécommunications *

Sommaire 184AA-AF

Texte complet : 181AA

N° du FaxLink : 90403

Zimbabwe : Télécommunications *

Sommaire : 35AB

Rapport complet : 35AA

N° du FaxLink : 90412

Tanzanie : Télécommunications

Sommaire : 24AB

Rapport complet : 24AA / 24AF

N° du FaxLink : 90417

En cours de rédaction :

Kenya : Télécommunications

Ouganda : Télécommunications

MINES

Namibie : Mines *

Sommaire : 180AA-AF

Rapport complet : 183AA

N° du FaxLink : 90402

Tanzanie : Mines

Sommaire : 29AB

Rapport complet : 29AA / 29AF

N° du FaxLink : 90418

Zambie : Mines

Sommaire : 43AB

Rapport complet : 43AA

N° du FaxLink : À publier

PÉTROLE ET ÉNERGIE

Kenya : Électricité et énergie *

Sommaire : 12AB

Rapport complet : 12AA / 12AF

N° du FaxLink : 90419

Kenya : Pétrole et gaz

Sommaire : 13AB

Rapport complet : 13AA / 13AF

N° du FaxLink : 90413

Ouganda : Électricité et énergie

Sommaire : 18AB

Rapport complet : 18AA / 18AF

N° du FaxLink : 90414

Ouganda : Pétrole et gaz

Sommaire : 22AB

Rapport complet : 22AA / 22AF

N° du FaxLink : 90415

DIVERS

Namibie : Pêches *

Sommaire : 182AA-AF

Rapport complet : 179AA

N° du FaxLink : 90401

Une liste étendue et à jour (y compris la liste complète pour l'Afrique australe et les noms des personnes-ressources) des foires commerciales qui se dérouleront prochainement en Afrique australe et orientale est disponible à l'InfoCentre (n° d'imprimé 154AA et n° du document sur le FaxLink 90102).

FINANCEMENT ET INITIATIVES (Suite de la page IV)

médiaire de l'Association internationale de développement (AID), qui offre aux gouvernements des prêts à des conditions favorables pour leur permettre d'acheter des biens et des services sur les marchés mondiaux.

Pour plus de renseignements, communiquer avec le Bureau de la liaison avec les institutions financières internationales, Ambassade du Canada, 501 Pennsylvania Avenue N.W., Washington, D.C. 20001; tél. : (202) 682-7788, fax : (202) 682-7789.

Banque africaine de développement (BAfD)

La Banque africaine de développement finance des projets et des programmes d'investissement dans les États membres, soit unilatéralement, soit en coopération avec d'autres institutions de développement.

À la suite de sa récente restructuration, avec les conseils d'EDUPLUS, de Montréal, et de la nomination d'un vice-président canadien (direction d'en-

treprise), la BAfD devrait rapidement reprendre son niveau normal d'activité. La BAfD a aussi commencé à réenregistrer les sociétés-conseils qui figuraient dans ses dossiers, et à ajouter à sa liste le nom des sociétés désireuses d'y figurer.

Les entreprises canadiennes n'ont pas jusqu'à maintenant profité pleinement des activités financées par la Banque.

Pour renseignements, voir p. VIII.

Appui au commerce et à l'investissement

Les agents commerciaux dans plusieurs ambassades et hauts-commissariats sont à même de fournir des conseils sur les questions relatives à l'exportation, aux coentreprises et aux transferts de technologie (voir la section des personnes-ressources p. VIII).

Alliance des manufacturiers et des exportateurs canadiens (AMEC)

Formée des anciennes Association des manufacturiers canadiens et Association des exportateurs canadiens, avec

l'appui de l'ACDI, l'AMEC a des bureaux qui s'occupent de la promotion de relations commerciales viables entre des entreprises canadiennes et les entreprises de la région. Le personnel de l'AMEC, sur le terrain et au Canada, fournit conseils et services de soutien en vue de la formation de coentreprises et d'autres relations commerciales à long terme.

Pour renseignements, voir p. VIII.

PARAAO

Le MAECI, de concert avec l'ACDI, Agriculture et Agroalimentaire Canada, ainsi que d'autres organismes fédéraux et des administrations provinciales, est en train de mettre au point le Plan d'action régional pour l'Afrique australe et orientale (PARAAO).

Le PARAAO comprendra des études de marché approfondies, la mise en commun et la diffusion de l'information, des missions commerciales et diverses activités permettant de tirer parti des possibilités offertes par la région.